

## L'Arnaque

Le candidat président avait promis un budget des sports qui atteindrait 3 % du budget de l'Etat et la multiplication par 2 du nombre d'heures d'EPS dans le primaire et le secondaire.

Voilà pour les annonces.

La réalité, c'est un budget à 0,38 % et la suppression de 8500 postes d'enseignants.

Le candidat ayant basé sa campagne sur le fait qu'il ferait ce qu'il annonçait, il faut bien trouver des explications. C'est ce à quoi s'emploie le secrétaire d'Etat Bernard Laporte depuis qu'il est arrivé aux affaires. Il nous a expliqué dans un premier temps que les 3 % seraient sur la mandature. Puis, que le budget représentait déjà 1 %, en ajoutant la partie du budget du ministère de l'Education nationale consacrée aux enseignants d'EPS. Ne convaincant personne, il effectue une nouvelle pirouette : le budget des sports atteindra 3 % du budget de l'Etat, mais « cet accroissement ne peut se limiter à de l'argent public... » et il faudra faire appel à l'apport au secteur privé.

Son collègue Xavier Darcos, ministre de l'Education, a inventé pour sa part un nouveau concept : « l'accompagnement éducatif », un dispositif facultatif qui s'ajoute aux dispositifs déjà existants, pour occuper les « orphelins de 16 heures ». Autrement dit, il n'y aura pas plus d'heures d'EPS obligatoires pour tous les élèves, voire moins. Il y aura des pratiques sportives en plus pour quelques uns volontaires.

Argument des arguments pour justifier l'injustifiable : les caisses de l'Etat seraient vides. Il n'y aurait donc pas d'autres portes de salut que la réduction des dépenses, en commençant par supprimer des postes de fonctionnaires et en faisant appel aux fonds privés.

La réalité est bien différente.

Les caisses de l'Etat ne sont pas vides pour tout le monde ! Par exemple, 32 millions d'euros sont pris sur le budget des sports pour financer les exonérations de charges sociales accordées à quelques sportifs professionnels, ceux dont on ne peut même plus compter combien d'argent ils gagnent... Un programme de construction ou d'extension de grands stades va être lancé en vue de la candidature de la France au championnat d'Europe 2016 de football. Pourtant, les mêmes stades ont déjà été reliftés il y a seulement 10 ans pour le Mondial... Pour financer l'accompagnement éducatif, 34 millions d'euros sont prélevés sur le CNDS et 3500 des 8500 postes d'enseignants supprimés sont transformés en 63000 heures supplémentaires attribuées à ceux qui s'y engagent...

Pourquoi ne pas consacrer tous ces crédits à maintenir les postes d'enseignants, à construire des installations nouvelles proches des écoles afin de réduire les déplacements et augmenter ainsi le temps de pratique effective d'EPS, à financer les associations sportives scolaires et civiles pour qu'elles puissent développer leurs activités volontaires ?

Jamais un pouvoir n'a utilisé autant d'annonces, d'arguments et justifications de toutes sortes aussi loin de la réalité de la politique qu'il mène.

Déjouer les arnaques est devenu la première condition d'exercice de l'activité citoyenne. Jusqu'à quand cela tiendra-t-il ?